

P. 3

La crise : un tournant dans le capitalisme néolibéral

P. 5

Allemagne: la crise permanente du SPD

L'alternative à gauche, organisons-là !

Réunion nationale de l'Appel de Politis

Samedi 11 octobre 2008

salle des fêtes de Genevilliers (92)

177, avenue Gabriel Péri

plus d'informations sur le www.appel-a-gauche.org

**Congrès du PS :
la mutation démocrate est en marche**

par **François Calaret**

Six motions sont soumises aux votes des militants socialistes dans le cadre de leur congrès. Si l'on excepte les motions plus marginales du « Pôle écologique » et « Altermondialiste » de Franck Pupumat, deux logiques s'affrontent à ce congrès. D'un côté, les trois motions Aubry, Royal et Delanoë représentent des modalités différentes d'une même tendance : la transformation du PS en un parti qui assume pleinement son orientation sociale libérale comparable à l'évolution de la sociale démocratie en Italie avec Walter Veltroni ou du SPD Allemand sous Schröder. La motion de Benoît Hamon représente la défense d'une orientation de gauche qui s'oppose à ce virage à droite du Parti Socialiste.

Le premier point qui distingue les motions Aubry, Royal, Delanoë c'est l'absence de projet... socialiste. Sarkozy peut continuer à s'approprier allègrement Jaurès, Blum et Guy Mocquet. La « vision du monde » qui se dégage de ces motions est révélatrice de l'absence de projet de société réellement alternatif au capitalisme mondialisé. La perspective pour Delanoë c'est un « développement économique, écologique et social ». Pour Aubry, malgré une vague référence à un « socialisme de reconquête » qui ne sera jamais défini dans son texte, la perspective est un « nouveau modèle de développement économique, social et écologique ». Les références nombreuses à la question écologique, sans proposition réellement percutante, semblent contribuer en fait à fermer tout débat sur ce qu'est le

projet socialiste (et sur ce que serait une véritable perspective éco-socialiste). La vision du monde défendue par Royal est elle, plus tranchante. Il n'y a pas d'enrobage idéologique. Le constat est clair : « la mondialisation est là, nous devons l'affronter ». Il faut « aller vers une économie de pointe » et se faire sa place dans la guerre économique.

Derrière ces visions du monde en rupture avec toute perspective issue du mouvement ouvrier, l'objectif est clairement affirmé. Il faut « rétablir la compétitivité de notre appareil productif » (Aubry). La France doit « tirer son épingle du jeu dans la mondialisation », miser sur « l'innovation » pour permettre aux « entreprises de se situer sur les marchés les plus dynamiques » (Delanoë). Ou encore mieux : « La gauche doit être au côté des créateurs. Elle doit porter une politique favorable à l'investissement des entreprises » (Royal). Laurence Parisot n'en demandait pas temps. Il s'agit bien de rétablir la compétitivité du capitalisme français dans le cadre de la mondialisation.

Se contenter d'être « l'opposition de gauche de la mutation démocrate » est une première impasse qui ne peut que marginaliser et épuiser les forces militantes. Une autre impasse consisterait à chercher à peser sur le résultat du congrès en essayant de favoriser une des principales motions plutôt qu'une autre .

Enfin le troisième point qui caractérise la mutation démocrate et qui est commune aux trois motions, c'est la rupture avec la stratégie d'Union de la Gauche pour permettre l'alliance au centre. Royal est évidemment la plus explicite, il faut « fédérer la gauche et attirer les Démocrates ». Et elle a entraîné en fait à des degrés divers les autres composantes du PS dans cette logique. Aubry revendique les alliances au centre au niveau local (ce qu'elle a fait pour gagner la mairie de Lille). Delanoë prend plus de précautions tactiques mais affirme la

nécessité de s'ouvrir aux « centristes ». La campagne de Ségolène Royal avait marqué une rupture sur cette question. Les municipales de mars 2008 avait constitué une nouvelle étape dans l'expérimentation à l'échelle locale d'alliance avec le MODEM. Le congrès de Reims sanctionne cette évolution qui est revendiquée par les trois principales motions. Le rassemblement de la gauche (que Hollande a mis en scène à la Fête d' Humanité du PCF) est vue avant tout comme une étape pour s'allier ensuite dans un rapport de force plus favorable au MODEM.

D'autres divergences peuvent exister, notamment sur la question des Primaires pour désigner le candidat en 2012, uniquement défendue par Royal, ou sur la conception du PS mais elles n'altèrent pas la logique commune que ces motions partagent.

La motion défendue par Benoît Hamon et qui regroupe les courants de la gauche du PS (dont les partisans de Gauche Avenir, comme Marie Noëlle Lienemann, du courant constitué par Marc Dolez et Jean Luc Mélenchon...). Cette motion tranche avec les trois autres, d'abord par sa critique conséquente du sarkozysme ! Elle maintient la défense de mesures de gauche, comme le SMIC à 1500 euros, la retraite à 60 ans, la construction d'une VIème République. Elle défend également un « calendrier de retrait des troupes d'Afghanistan » (alors que les motions Aubry – Royal – Delanoë soutiennent l'occupation militaire).

La motion Hamon défend la vision d'une société « post libérale » et réaffirme avec force la nécessité de l'intervention de l'Etat, du protectionnisme en matière économique, notamment à l'échelle européenne. Elle est opposée à toute forme d'alliance avec le MODEM au niveau local comme au niveau national et défend la perspective d'un Parti de toute la Gauche, rassemblant

PCF, Verts, MRC, PRG et PS au sein d'une même organisation. Cette motion est le symptôme d'une résistance au sein du parti, parmi une fraction des militants et des élus à la mutation démocrate. Mais elle est confrontée à un dilemme stratégique. Se contenter d'être « l'opposition de gauche de la mutation démocrate » est une première impasse qui ne peut que marginaliser et épuiser les forces militantes. Une autre impasse consisterait à chercher à peser sur le résultat du congrès en essayant de favoriser une des principales motions plutôt qu'une autre. Benoît Hamon a déjà laissé entendre sa proximité avec Martine Aubry (qui elle-même ne cache pas sa volonté de s'allier à Delanoë...). L'universitaire Philippe Marlière, dans une tribune publié dans l'Humanité le 26 septembre dernier défend la synthèse Hamon-Aubry comme une « rupture avec l'ère Jospin-Hollande-Royal ». Il est à craindre que cette vision n'entraîne une confusion profonde au détriment de la clarté politique. Une autre option pourrait portant être envisagée, celle qui permet de multiplier les passerelles, les échanges et les actions communes entre tous les courants, socialistes, communistes, écologistes ou de la gauche radicale... qui s'opposent à l'évolution actuelle du parti socialiste. ■

La crise : un tournant dans le capitalisme néolibéral ?

Par Stéphanie Treillet

La phase néolibérale du capitalisme a vu, en vingt ans, une succession de crises de plus en plus rapprochées. Son instabilité intrinsèque le fait en effet passer d'une bulle spéculative (le gonflement démesuré du prix des actifs dans un secteur) à une autre bulle spéculative.

Ainsi la bulle immobilière à l'origine de la crise des *subprimes* est la conséquence indirecte de l'éclatement de la « bulle internet » en 2001. Les capitaux se sont réfugiés sur les titres du marché hypothécaire que les prêts aux ménages insolubles ont dopés. Les techniques de titrisation (les organismes de crédits transformant les créances en titres négociables sur les marchés financiers), destinées à répartir des risques entre différentes catégories d'agents économiques, ont participé de leur dissémination et du renforcement de l'opacité : aujourd'hui plus personne sur les marchés financiers et le système bancaire ne sait qui détient des créances douteuses.

Cependant la crise actuelle n'est pas une crise parmi d'autres. Cette fois, les expédients déployés pour prévenir son extension, géographique et sectorielle,

ont échoué : les unes après les autres, les plus grandes banques, états-uniennes d'abord puis européennes, font faillite. Les principales places boursières s'effondrent. Cette crise est globale, structurelle et durable.

Elle est d'abord le résultat des contradictions du modèle de croissance des États-Unis, qui a servi de locomotive à l'économie mondiale depuis la décennie 1990. Si, comme en Europe les salaires ont décroché des gains de productivité qui n'ont alimenté que les revenus du capital, aux États-Unis l'endettement de ménages a empêché l'effondrement de la demande intérieure, même si les inégalités et la pauvreté ont explosé. Les riches s'endettent pour spéculer, les catégories pauvres et moyennes s'endettent pour payer les études de leurs enfants, pour se soigner, et bien sûr pour acheter leur logement. L'endettement extérieur du pays a battu des records ces dernières années : disposant du dollar, qui reste la monnaie dominante, les États-Unis sont la seule économie du monde à pouvoir vivre indéfiniment à crédit, avec l'épargne provenant du reste du monde, (Japon, Chine, pays pétroliers du Golfe.) Alors même que le dynamisme de la consommation états-unienne soutient

la croissance chinoise, fondée d'abord sur les exportations de produits manufacturés à bon marché en raison de la surexploitation des travailleurs chinois.

C'est cet attelage instable qui s'est effondré en 2007, et les épisodes qui ont suivi n'en constituent que les effets en chaîne, amplifiés par la liberté d'action absolue sur les marchés de capitaux et la multiplication des innovations financières ; la crise de solvabilité des établissements de crédit hypothécaire s'est transformée en crise bancaire : crises de liquidité d'abord (les banques ne parvenant plus à se refinancer sur le marché interbancaire), débouchant sur une crise du crédit ; c'est par le biais de celle-ci que se fait la transmission à l'économie réelle, avec récession et aggravation du chômage.

Depuis le début, les banques centrales ont été en butte à un dilemme, dont le rejet le 29 septembre par la Chambre des représentants aux Etats-Unis du plan Paulson – prévoyant de racheter pour 700 milliards de dollars payés par les contribuables les créances douteuses des banques - est la traduction : venir au secours des établissements bancaires menacés de faillite, c'est se donner les moyens de limiter les faillites en chaîne, mais c'est aussi récompenser la prise de risque incontrôlée, et alimenter la fuite en avant spéculative. Ce plan se heurte à une double opposition : d'un côté, l'indignation légitime d'une majorité de la population de voir à cette échelle la socialisation des pertes après la privatisation des profits, souvent faramineux, à l'heure où des millions de salariés sont jetés à la rue, menacés de perdre leur retraite en plus de leur logement et parfois de leur emploi ; et de l'autre l'opposition des républicains ultralibéraux pour qui il s'agit d'une atteinte intolérable à la liberté des marchés.

Le capitalisme néolibéral est donc à un tournant, et il est à peu près certain que des aménagements de son fonctionnement vont être mis en œuvre, avec des modifications techniques des règles du jeu des systèmes bancaires et financiers – même si l'imagination sans limites des acteurs de la finance leur a jusqu'à présent permis de contourner tous les règlements, voire de transformer ces contournements en nouveaux terrains de

spéculation... Les Etats vont continuer à utiliser nombre d'instruments d'intervention, pouvant aller jusqu'à la nationalisation partielle ou totale d'établissements bancaires ou financiers.

On ne peut pour autant en conclure que ces inflexions marquent la fin du capitalisme néolibéral et ouvrent la voie au retour à un modèle de type keynésien. Il faudrait pour cela davantage que quelques mesures interventionnistes. C'est ainsi que quand Fillon cesse de faire du déficit budgétaire un tabou, ce n'est en rien le retour à une politique de relance, de dépenses sociales ou d'infrastructures, mais simplement la rançon des cadeaux fiscaux aux revenus de la finance... Le modèle keynésien des années 1950 à 1980, s'il n'était en rien le résultat d'un « compromis » mais plutôt d'un rapport de force très favorable au salariat, avait une cohérence. L'éventualité du passage à une autre phase du capitalisme se heurte aujourd'hui à deux obstacles qui constituent le noyau dur du capitalisme néolibéral : le partage salaires-profit (autrement dit le taux d'exploitation des salariés), et la liberté de circulation des mouvements de capitaux.

Le moteur de la croissance antérieure, c'est-à-dire l'équilibre fragile fondé sur l'endettement des Etats-Unis, ne pourra pas être remis sur pied dans l'immédiat. On va donc voir pour un certain temps une très faible croissance voire des récessions durables dans les économies dominantes, et peut-être des rythmes de croissance ralentis dans les économies dites « émergentes ». **Or il n'y pas de moteur de recharge !** Sauf à remettre en cause la pression à la baisse sur les salaires qui a fondé l'envolée des profits depuis 25 ans, ainsi que les politiques qui organisent la croissance des inégalités et de la précarité. Même une véritable régulation des marchés financiers n'est pas envisageable, car elle supposerait un contrôle des mouvements internationaux de capitaux, une véritable politique de lutte contre les paradis fiscaux, un arrêt du dumping fiscal... Or, comme l'analyse M. Husson, la finance ne constitue en rien un obstacle au fonctionnement du capitalisme néolibéral, ni une excroissance parasitaire, mais la condition même de son fonctionnement. ■

(1) Michel Husson, *Un pur capitalisme*, édition page deux, 2008.

Allemagne: la crise permanente du SPD

Par Marc Dormoy

A première vue, il s'agit d'une défaite cinglante de la droite : L'Union chrétienne sociale (CSU) a perdu la majorité absolue lors des élections régionales en Bavière le 28 septembre. Depuis 1962, la CSU, en symbiose avec les traditions, l'église catholique et le conservatisme d'une grande partie des bavarois, régnait seule sur la région. Cette fois-ci, elle n'obtient que 43,3% des suffrages, contre 60,7% en 2003.

Mais les résultats des élections semblent exprimer une différenciation et une recomposition au sein de la droite plutôt qu'une véritable rupture avec le conservatisme de la Bavière. Ce sont les « électeurs libres », une liste rassemblant les déçus de la CDU qui profitent dans une large mesure de l'érosion des grands partis en obtenant 10,2%, permettant ainsi de gagner 21 élus. De même, les libéraux (FDP), après 14 années d'absence du Parlement régional, obtiennent leur meilleur résultat avec 8% des voix. Ce même parti libéral qui se positionne certes de temps à autre en défense des « droits démocratiques des citoyens » n'hésite toutefois pas à afficher une tonalité très « nationaliste » et « populiste » si nécessaire.

Il se peut que le véritable bilan de ces élections bavaroises se situe ailleurs, à savoir dans les médiocres 18,6 % de suffrages que le Parti social-démocrate (SPD) a récoltés. Alors que la chute de la CSU devrait logiquement profiter au deuxième grand parti politique allemand, le SPD bavarois perd 1% par rapport aux dernières élections régionales en 2003 et enregistre le plus mauvais résultat de toute son histoire.

Ce résultat n'est que la plus récente manifestation de la crise aiguë et profonde qui secoue le Parti social-démocrate, un des plus anciens et puissants partis de ce type en Europe. Son évolution à droite, depuis une trentaine d'années, lui a fait subir des pertes qui l'ont vidé

de sa substance politique. Entre le SPD des années 70, dirigé par Willy Brandt, et le parti de l'ère « post-Schröder », il y a maintenant un gouffre.

Le 7 septembre dernier, une révolution de palais avait permis aux sbires de l'ex chancelier Gerhard Schröder de chasser l'ancien président Kurt Beck. Celui-ci n'était en rien un homme de gauche, mais tirant un bilan négatif de la politique de Schröder, il avait pris quelques timides distances avec « l'agenda 2010 » et adopté un discours plus social.

Cela était insupportable pour l'aile droite du parti.

En concordance avec le patronat qui voyait d'un mauvais œil les critiques faites à l'agenda 2010, Kurt Beck a été remplacé par l'ancien ministre de travail et leader charismatique, Franz Müntefering. De même, l'actuel ministre des affaires étrangères de la grande coalition et « ami de trente ans » de Schröder, Frank-Walter Steinmeier, a été désigné comme candidat pour affronter la chancelière Angela Merkel en 2009.

Müntefering et Steinmeier sont les représentants les plus fidèles des attaques

menées par l'ancien gouvernement Schröder-Fischer contre l'Etat providence ainsi que de l'alignement sur la politique étrangère de Bush et de l'envoi des troupes allemandes en Afghanistan. C'est cette politique qui a plongé le SPD dans le plus profond désarroi depuis l'existence de la République fédérale.

Entre 1998 et 2008, le SPD perd la moitié (!) de ses militants et passe d'environ un million à 500 000 adhérents. Pour la première fois depuis 1945, la CDU revendique plus d'adhérents que l'ancien parti ouvrier. Aucun signe n'est perceptible qui indiquerait qu'un renversement de cette tendance est possible. Au contraire, la prise en main du parti par l'aile la plus libérale et droitiste ne peut que approfondir sa crise et la récession qui s'abat sur l'Europe n'est pas de nature à aider le SPD à retrouver une légitimité auprès des classes populaires.

Par contre, comme le démontre les

Début septembre, dans la Sarre – ou d'après les sondages, Die Linke se situe à égalité avec le SPD – 220 chauffeurs de bus avaient indiqué lors d'une conférence de presse avec Oskar Lafontaine qu'ils rejoignaient les rangs du jeune parti de la gauche radicale.

législatives en Autriche, une course de vitesse entre les partisans de la contre-révolution néo-conservatrice et de l'extrême droite d'un côté et des forces anti-libérales de l'autre côté est engagée.

Suite au putsch de la vieille garde schröderienne, un dirigeant de Verdi – le plus grand syndicat allemand - Michael Wendl, a annoncé son départ du SPD et son adhésion à Die Linke. Début septembre, dans la Sarre – ou d'après les sondages, Die Linke se situe à égalité avec le SPD – 220 chauffeurs de bus avaient indiqué lors d'une conférence de presse avec Oskar Lafontaine qu'ils rejoignaient les rangs du jeune parti de la gauche radicale. Les 4,3 % de voix obtenue lors des élections bavaroises ne permettent pas d'accéder au Parlement régional, mais elles constituent une nette progression par rapport à 2005 (3.3%) et confirment que Die Linke est bien la seule force légitime pour représenter une alternative politique à gauche pour les classes populaires. (1) ■

(1) Le SAV (Sozialistische Alternative Voran), un des courant du trotskisme en Allemagne, viens de réadhérer à Die Linke. Le SAV était la principale composante politique de l'ancien WASG à Berlin qui avait refusé la fusion avec le PDS en 2007. Leur adhésion démontre que même les forces les plus « sectaires » sont forcées de reconnaître la dynamique de la nouvelle gauche.

Unir c'est aussi une association constituée à l'initiative de militants et de militantes de la LCR.

Unir agit pour le rassemblement des courants et des forces politiques de gauche se situant sur le terrain de la lutte **contre le libéralisme** et pour la formation d'un **front politique et social** lors des échéances électorales et des mouvements sociaux.

Unir défend la perspective d'une **nouvelle force politique** anticapitaliste, internationaliste, féministe, écologiste opposée à toutes les formes de discrimination, un nouveau parti pour le monde du travail et la jeunesse, **pour un socialisme démocratique**

Unir est ouverte à toutes celles et tous ceux qui partagent ses objectifs politiques **rejoignez-nous !**